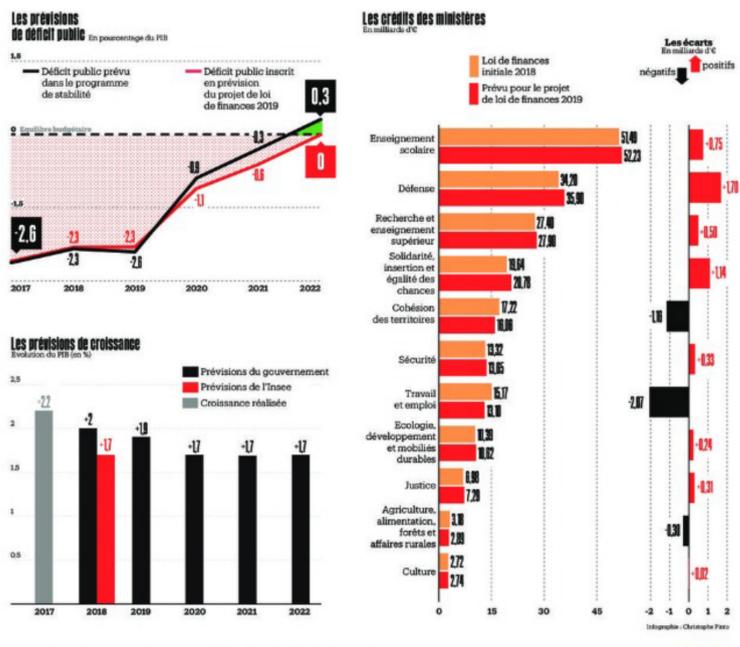


ANALYSE

Budget : à peine rentré, l'exécutif déjà plombé

Par Lilian Alemagna et Dominique Albertini — 19 août 2018 à 20:16



f PARTAGER TWEETER

La lettre politique de Laurent Joffrin

Recevez tous les jours le billet politique de Laurent Joffrin

Adresse e-mail S'INSCRIRE

Budget : à peine rentré, l'exécutif déjà plombé

Après une année dynamique, le gouvernement est confronté à une croissance et une consommation en berne qui le placent dans une situation inextricable. Comment tenir ses promesses en faveur des ménages et des plus démunis tout en respectant ses engagements de limitation du déficit auprès de Bruxelles ?

Budget : à peine rentré, l'exécutif déjà plombé

Tenir ses engagements budgétaires, au prix d'un nouveau tour de vis, ou s'autoriser un premier dérapage ? Pour le gouvernement, aucune de ces solutions n'est en soi souhaitable. L'exécutif et sa majorité n'ont pourtant guère d'autres recours dans la douloureuse équation que leur impose une croissance ralentie. Ce dilemme va animer une rentrée dominée par la préparation du budget pour 2019, qu'un député macroniste pressent «*extrêmement dure politiquement*» face à une opposition aiguillonnée par l'affaire Benalla. Cœur du problème : la faiblesse de l'activité économique, donc des rentrées fiscales, depuis le début d'année.

En 2017, la croissance avait largement dépassé les prévisions, à 2,2 % du PIB (voir infographie) au lieu des 1,5 % d'abord attendus, une accélération providentielle pour le nouveau pouvoir. Mais un scénario inverse se dessine cette année : le pronostic du gouvernement - 2 % de croissance pour 2018 - a toutes les chances d'être démenti.

La faute à un contexte international tendu, une consommation atone, un commerce extérieur en berne, ou encore aux difficultés dans le bâtiment. Les ministres Gérard Darmanin (Action et Comptes publics) et Bruno Le Maire (Economie et Finances) l'ont reconnu avant leur départ en vacances, sans dévoiler leur nouvelle cible. «*Il faut attendre la fin août, peut-être même début septembre, pour être assuré du changement du taux de croissance [...] qui, quoi qu'il arrive, ne serait pas inférieur à 1,8 %*», a affirmé Gérard Darmanin fin juillet.

Clous européens

Si la Banque de France retient aussi ce chiffre, l'Insee s'attend, lui, à une croissance de 1,7 % sur l'année. «*Mais pas mal d'économistes sont sur 1,6 % et, de mon côté, j'ai beau retourner les chiffres dans tous les sens, je ne vois pas comment on peut y arriver*», calcule pour sa part le président de la commission des finances du Sénat, Vincent Eblé. Pas de quoi, sauf catastrophe, faire sortir la France des clous européens : «*Pour 2018, le déficit public restera sous les 3 % de PIB*, juge le député LR Gilles Carrez, ancien président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. *Mais pour 2019, ce sera beaucoup plus compliqué.*»

Le gouvernement mise officiellement sur une croissance de 1,9 % l'an prochain, un objectif déjà jugé «*un peu élevé*» par la Cour des comptes en juin et qui paraît désormais très optimiste. De plus, l'Etat devra déboursier 20 milliards d'euros supplémentaires en direction des entreprises pour financer la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse franche de cotisations patronales. «*Cette équation budgétaire est insoluble*, assène Valérie Rabault, présidente du groupe Nouvelle Gauche et ex-rapporteuse générale du budget sous Hollande. *Ils se sont mis tout seuls dans une équation qu'ils ne savent désormais pas résoudre.*» S'il souhaite maintenir son objectif de 2,3 % de déficit en 2018 et 2019, comme il s'y est engagé auprès de Bruxelles, l'exécutif va donc devoir faire un effort supplémentaire.

Augmenter les recettes grâce aux impôts ? L'idée semble disqualifiée d'office vu le mécontentement provoqué en début d'année par la hausse de la CSG et alors que le gouvernement peine déjà à faire valoir ses mesures en faveur du pouvoir d'achat (lire ci-dessous). «*Il ne faut pas toucher au cadre qu'on a créé pour favoriser la croissance*, plaide le député LREM Stanislas Guerini. *Donc, notamment, ne pas changer de cap sur la politique fiscale.*» Resterait alors à ajouter de nouvelles économies à celles que prévoyait le gouvernement pour l'année à venir. Sur les collectivités locales, déjà remontées par le mécanisme limitant la progression de leurs dépenses ? Ou, plus sûrement, dans les budget de l'Etat et de la Sécurité sociale ? Le gouvernement reste évasif sur ses prochaines mesures d'économies, ce que lui ont récemment reproché l'opposition et la Cour des comptes. Si les plafonds budgétaires ont été fixés pour les différentes «*missions de l'Etat*» (voir infographie), Maignon ne souhaite pas encore commenter le détail de ces grands ensembles. Une discrétion que la droite compte exploiter. Lors du dernier débat budgétaire, c'est de la gauche qu'étaient venues les plus virulentes attaques : la réforme de l'ISF, entre autres, avait valu à Emmanuel Macron le persistant sobriquet de «*président des riches*».

Équilibre

Cet automne, «*la droite va monter au créneau en disant qu'on ne va pas assez loin dans les économies*», anticipe le député LREM Laurent Saint-Martin. «*On nous parle de 60 milliards d'euros d'économies sur le quinquennat, mais pour l'instant on ne voit rien*, confirme le rapporteur général (LR) du budget au Sénat, Albéric de Montgolfier. *Le gouvernement doit maintenant se dévoiler, assumer ses choix économiques.*» Mais pour Laurent Saint-Martin, «*il ne faut pas attendre d'annonces fanfaronnantes sur les dépenses*» lors du débat budgétaire : «*L'objectif, c'est de baisser les dépenses publiques de quatre points de PIB sur le quinquennat. On le fera, mais nous n'avons pas d'obligation de méthode, donc nous disons : "Laissez-nous faire notre cuisine."*»

L'exécutif continuera d'égrener à la rentrée les mesures de son plan «*Action publique 2022*», une vaste réforme de l'administration dont il attend de considérables économies. Mais doit-il à tout prix conserver une cible de déficit limité à 2,3 % pour 2018 ? Il a, après tout, déjà renoncé à atteindre l'excédent budgétaire en fin de quinquennat, visant simplement l'équilibre, pour financer la suppression totale de la taxe d'habitation.

«Absolutiste»

Pour le député LREM Stanislas Guerini, membre de la commission des finances, «*il faut être absolutiste sur les réformes structurelles, mais pas fétichiste du dixième de point de déficit ou de croissance. Notre obsession doit être de transformer le pays et de rester sur un chemin de réduction des dépenses. Mais que le déficit soit plutôt à 2,5 % qu'à 2,3 %, cela me semble secondaire*». Reste à voir si cet avis sera suivi par un Bruno Le Maire plus pointilleux sur le respect de la trajectoire budgétaire. «*La France est droguée à la dépense publique*», jugeait en juin 2017 le ministre de l'Economie, qui répète régulièrement que le retour à l'équilibre est une condition indispensable de la «*crédibilité française*» en Europe, notamment vis-à-vis de Berlin. ◀

Lilian Alemagna, Dominique Albertini

APRES CET ARTICLE

INTERVIEW «1,8% de croissance en 2018... c'est impossible»

f PARTAGER TWEETER

14 COMMENTAIRES